



CONTRE LA LIQUIDATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE TOUS EN GRÈVE MARDI 31 JANVIER 2012

Nicolas Sarkozy, président-candidat en pleine accélération de contre-réformes destructrices, a montré lors du « sommet pour l'emploi » du 18 janvier 2012 tout l'intérêt qu'il portait au « dialogue social » en annonçant une accélération de la précarisation de l'emploi. Luc Chatel, son ministre de la liquidation de l'Éducation nationale, imite bien son modèle :

- **14 000 suppressions d'emplois annoncées à la rentrée 2012, qui s'ajoutent aux 66 000 depuis 2007...**
- **Dans l'académie de Lille, 503 POSTES EN LP, 399 EN 1° DEGRÉ, 121 EN LGT ainsi que 32 POSTES ADMINISTRATIFS sont liquidés...**
- **Casse programmée de la voie professionnelle publique et développement de l'Apprentissage...**
- **Casse des derniers réseaux d'aides aux élèves dans le 1er degré...**
- **Casse des statuts : mise en place de mutations parallèles et sans barème (ex.: ECLAIR), prime au mérite (toujours dans les établissements ECLAIR), évaluation et carrière dans les mains des seuls proviseurs en 2013...**

À l'heure où dans les académies, **les conséquences du budget de l'Éducation nationale voté pour la rentrée prochaine se traduisent par la suppression de centaines de postes**, il est urgent de réagir. La CGT-Éduc'action a proposé depuis le mois d'octobre 2011 une mobilisation contre le budget : elle s'engage donc pleinement dans les mobilisations contre ses conséquences.

La casse du service public d'éducation se mesure chaque jour davantage avec la politique menée sur le terrain. Les réformes s'empilent et produisent toujours plus de mal-être à la fois chez les élèves et les personnels.

C'est ainsi que pour la voie professionnelle publique, cette rentrée 2012 se prépare avec des milliers de suppressions d'emplois : la réforme du Bac pro 3 ans, que nous avons combattue, mais que d'autres ont acceptée et promue (SNETAA, CFDT notamment !) arrive dans la dernière ligne droite pour son application. Du coup le surplus d'élèves des classes Bac pro ancienne et nouvelle formule disparaît complètement et va permettre de liquider de nombreux postes. Nous avons annoncé cette casse indissociable de la réforme, réforme qui n'empêche pas par ailleurs bien au contraire le "décrochage" des élèves.

De plus, la fermeture de nombreuses filières professionnelles au prétexte de leur manque d'attractivité va priver de nombreux élèves d'un véritable choix pour leur avenir professionnel et dégrader encore davantage leur motivation. De ce fait, les abandons en cours de cycle déjà nombreux, risquent de se multiplier. Les établissements accueillent

ainsi de moins en moins d'élèves et le ministre en profite pour **fermer des LP** ! Le regroupement de filière et l'introduction de la mixité des publics dans des classes toujours plus surchargées dégradent dangereusement les conditions d'étude de nos élèves et les conditions de travail des personnels.

Dans le premier degré, ce sont l'enseignement spécialisé avec la disparition des RASED et l'enseignement des langues avec la suppression des postes d'intervenants en langues qui sont attaqués !

Le collège unique est remis en cause alors qu'il n'a jamais eu les moyens d'exister réellement !

Le dispositif ECLAIR, véritable cheval de Troie pour liquider le statut des personnels et consacrer davantage l'autonomie des établissements et des chefs d'établissement par le profilage des postes se répand sournoisement.

La volonté de mettre en pièce l'Éducation Nationale pour lui substituer un système éducatif copié sur le modèle libéral anglo-saxon ne fait plus aucun doute et crise ou pas, élections ou pas, les mesures seraient les mêmes : les motifs invoqués ne sont que des prétextes destinés à masquer cette politique.

La CGT-Éduc'action exige :

- *L'arrêt des suppressions d'emplois, leur restitution et la création de postes à la hauteur des besoins sociaux ;*
- *L'arrêt du recours à la précarité et la titularisation sans concours ni condition de nationalité de tous les précaires qui le souhaitent ;*
- *L'abrogation des réformes type RGPP, LOLF, loi dite de mobilité ;*
- *L'abandon des contre réformes qui détruisent l'école publique (CCF, qui remette en cause le caractère national des diplômes, socle commun, livret de compétence, ECLAIR, réforme des filières de lycée, bac pro 3 ans, "Aide Personnalisée" au rabais, destruction des RASED et des REP dans le 1er degré, suppression de la formation réelle des enseignants et CPE ...)* ;
- *L'ouverture d'un débat sur une réforme du système éducatif fondée sur l'émancipation et les droits démocratiques ;*
- *La réduction du temps de travail ;*
- *Un déroulement de carrière identique pour tous, au rythme le plus rapide, non soumis aux critères de mérite et donc le retrait du projet d'évaluation des enseignants.*
- *Une augmentation salariale immédiate pour tous les salariés de l'Éducation nationale d'au moins 300 euros et pas de salaire en dessous de 1 700 € brut.*

C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des personnels :

À LA GRÈVE ET À LA MANIFESTATION LE 31 JANVIER 2012

14H30 PORTE DE PARIS, LILLE

Nous appelons à l'organisation d'AG dans les services, villes, écoles et établissements afin de construire la lutte nécessaire le 31 et au delà, notamment dans les LP, particulièrement attaqués...

...POUR GAGNER SUR NOS REVENDICATIONS !!!

